



# L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol. 16 No 3 Avril 2014



## Une meilleure intégration La SADC définit ses priorités pour 2014

par Kizito Sikuka

**AU MOINS** sept domaines prioritaires ont été identifiés pour mise en oeuvre cette année alors que l'Afrique Australe intensifie ses efforts pour approfondir l'intégration pour le développement socio-économique.

Les domaines prioritaires ont été adoptés par le Conseil SADC des Ministres, qui s'est réuni en mars à Lilongwe, Malawi.

Les ministres ont convenu d'intensifier les efforts vers la finalisation du processus de révision du Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement (RISDP) et la consolidation de la Zone SADC de Libre Échange (FTA) inaugurée en 2008.

D'autres priorités sont la conclusion de négociations visant à établir un marché couvrant 26 pays en Afrique de l'est et australe; à accélérer la mise en place du Plan Directeur pour le Développement de l'Infrastructure Régionale; à renforcer les mesures afin d'améliorer la sécurité alimentaire; et mettre en place des initiatives transfrontalières pour le VIH et SIDA.

La septième priorité est le renforcement de la paix et la consolidation des pratiques démocratiques dans la région.

Le Conseil des Ministres de la SADC qui supervise le fonctionnement et le développement de la SADC est composé de ministres des 15 États Membres oeuvrant dans les Affaires

Étrangères, le Planning Économique ou les Finances.

Le Président en exercice du Conseil SADC, le Ministre des Affaires Étrangères du Malawi - Ephraim Chiume, explique que la mise en oeuvre des zones prioritaires est critique pour la promotion du développement régional, en particulier en vue de l'affaiblissement de l'aperçu économique global.

"L'économie mondiale montre des signes de ralentissement, et cela peut avoir un effet domino sur les économies de la SADC et par conséquent nous force à trouver des manières innovatives de minimiser ces effets," explique Chiume.

Un groupe de travail à multiples intervenants a été instauré pour mettre en action les recommandations d'une révision indépendante du RISDP terminée l'année dernière. Le groupe de travail devra proposer de nouvelles priorités, des domaines principaux de convergence, des repères, des contributions, des objectifs et échéances pour le reste de la période d'exécution du RISDP; et suggérer une nouvelle politique, stratégie, et des innovations institutionnelles pour la période post-2018 après que le plan de développement soit terminé.

L'équipe devra préparer un résumé des principales recommandations and priorités pour l'aboutissement du RISDP et présenter celles-ci au Conseil pour délibération et entérinement lorsqu'il se réunira à nouveau au Zimbabwe en août.



POLITIQUE	3
COMMERCE	4
INFRASTRUCTURE	5
ÉNERGIE	6-7
GESTION DES CATASTROPHES	8-9
SOMMAIRE COMMERCIAL	10
PARITÉ DES SEXES	11
ÉLECTIONS	12
PAIX & SÉCURITÉ	13
ODMs	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

## Une meilleure intégration La SADC définit ses priorités pour 2014

La révision du projet de développement SADC sur 15 ans, adopté en 2003, vise à garantir que ses objectifs soient réalistes et conformes aux accords régionaux ainsi que continentaux et à la dynamique globale.

Le Conseil a résolu de dévouer beaucoup plus d'énergie à l'exécution du Plan Directeur pour le Développement de l'Infrastructure Régionale qui vise à créer un réseau d'infrastructure efficace et rentable en Afrique Australe d'ici 2027.

La mise en oeuvre du plan directeur a été stimulée en février suite à la signature d'un accord de 12 millions d'Euros (environ US\$16,5 millions) entre la SADC et l'Union Européenne pour l'opérationnalisation du Projet de Préparation et Développement d'Installation (PPDF).

Le PPDF vise à faciliter la préparation de projets rentables dans la région.

Dans le cadre de son ambitieux programme d'infrastructure se montant à US\$64 milliards, la SADC vise à développer une infrastructure transfrontalière dans six secteurs essentiels, notamment: l'énergie, le transport, le tourisme, l'hydrologie, la technologie de communication de l'information et la météorologie.

L'exécution de ce programme a débuté en 2013 et sera exécutée en trois phases quinquennales à court terme (2012-2017), moyen terme (2017-2022) et long terme (2022-2027).

En ce qui concerne la sécurité alimentaire, la région vise à revigorer la capacité grâce à un plus grand engagement envers les diverses mesures régionales sur l'agriculture telles que celles identifiées dans la Déclaration de Dar es Salaam sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire.

Adoptée en 2004, la Déclaration de Dar es Salaam encourage les pays membres à allouer au moins 10 pourcent par an de leur budgets nationaux à l'agriculture.

D'autres mesures incluent d'améliorer la disponibilité et l'accès aux contributions agricoles pour les exploitants, c'est-à-dire des variétés de semences de meilleure qualité, des engrais, des substances agrochimiques, des services de labourage et des équipements agricoles.

Des progrès importants ont été réalisés dans l'aboutissement des objectifs. Cependant, quelques pays traînent encore dans l'exécution du plan -- un développement qui pourrait dérailler les efforts pour stimuler la production et faire que la région soit autonome sur le plan alimentaire.

Une mise en oeuvre intégrale des initiatives transfrontalières sur le VIH et SIDA pourrait permettre à la région de freiner la propagation de la maladie, permettant à la SADC de renforcer sa base de ressource humaine -- composant essentiel pour l'avancement du programme d'intégration régionale.

Dans le cadre de l'initiative, les États Membres sont supposés améliorer la réponse régionale au VIH et SIDA parmi les populations mobiles, c'est-à-dire les chauffeurs de camion sur longue distance, les professionnelles du sexe et les communautés vivant à proximité des zones frontalières.

Il est prévu qu'au moins deux cliniques mobiles soient établies dans chaque États Membres afin de fournir divers services et références médicales et de contribuer au changement d'attitude en ce qui concerne la communication.

En plus d'accélérer les divers objectifs et programmes, la SADC prévoit, cette année, d'approfondir l'intégration en

consolidant les gains tels que la FTA et la paix qui prédomine dans la région.

La FTA SADC est entrée en vigueur le 1er janvier 2008 suite à la mise en place des engagements convenus de dégression tarifaire entre 2000 et 2007.

A partir de 2008, les producteurs et les consommateurs ne paient plus de taxe d'import sur environ 85 pourcent de la totalité de produits entre les états membres participants, notamment le Botswana, Lesotho, Madagascar, Malawi, l'Île Maurice, Mozambique, Namibie, Les Seychelles, l'Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Deux pays, l'Angola et la RDC, ont déclaré qu'ils adhéreront plus tard à la FTA. Cependant, puisque les frontières se sont progressivement ouvertes, des problèmes cruciaux ont émergé concernant l'impact de la FTA sur le consommateur, l'industrie et le secteur public. Alors que les états membres ont éliminé les taxes sur l'import, un effet immédiat a été le rabais des prix des produits importés de pays qui ont un avantage comparatif.

Un autre impact fondamental a été la compétition accrue puisque les états membres ont éliminé les tarifs et les subventions. Toutes les compagnies opérant dans le même secteur rivalisent à égalité, quelque soit leur importance.

En ce qui concerne l'engagement avec d'autres Communautés Économiques Régionales, la finalisation de l'accord tripartite avec le COMESA et l'EAC relancerait le commerce intra-régional, en créant un marché plus large couvrant 26 pays en Afrique de l'est et australe.

Les compagnies de la SADC auront accès à une population

combinée d'environ 600 millions de personnes, s'étendant du Cap au Caire.

Le marché unique servirait comme l'un des piliers d'une Communauté Économique Africaine, envisagée par les dirigeants du continent depuis 1963 lors de la formation de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), et éventuellement formulée par écrit quelques décennies plus tard lorsque les dirigeants ont approuvé le Traité de la Communauté Économique Africaine en 1991.

L'Objectif pour le COMESA-EAC-SADC est de parvenir à un accord d'ici juin, pavant la voie pour le lancement de la grande FTA qui deviendra un nouveau jalon pour une intégration régionale et continentale plus approfondie en Afrique.

La consolidation des pratiques démocratiques et de la bonne gouvernance dans la région est critique pour maintenir stabilité et paix au sein de la SADC.

La stabilité est une condition préalable au développement économique et industriel. La région SADC a joui d'une paix et stabilité relatives au cours des années, attirant des investissements dans des secteurs tels que l'exploitation minière et le tourisme. r



## Réadmission officielle de Madagascar au sein de la SADC

**MADAGASCAR** fut officiellement réadmi au sein de la SADC durant le Conseil des Ministres tenu au Malawi en mars mais restera en statut d'observateur jusqu'à ce que ses arriérés de cotisation soient apurés.

Ceci fait suite à la suspension de l'adhésion de Madagascar par les Chefs d'États et de Gouvernement de la SADC durant le Sommet Extra-Ordinaire tenu en marge de la 22ième Session Ordinaire de l'Union Africaine en Éthiopie en janvier.

L'élimination de la suspension a pavé la voie pour que Madagascar reprenne sa participation dans toutes les activités de la SADC. "Au nom des États Membres de la SADC ... J'aimerais renouveler notre ferme engagement de soutenir et coopérer avec le peuple et le gouvernement de la République de Madagascar dans leurs efforts hardis vers la réconciliation nationale, le recouvrement social et économique qui ultimement traceront la voie vers un développement économique durable et une croissance inclusive," déclare le président du Conseil et Ministre des Affaires Étrangères du Malawi, Ephraim Chiume.

Chiume fit remarquer que Madagascar participera en tant qu'observateur jusqu'à ce que ses arriérés de cotisation soient réglés.

"Nous avons mandaté le Secrétariat pour négocier avec Madagascar afin de formuler un plan de paiement car nous comprenons leur situation et leurs circonstances, que nous prendrons en compte lorsque nous nous reverrons," expliqua Chiume.

Madagascar fut suspendu de la SADC en 2009 lorsque le

pays a sombré dans les perturbations politiques.

Ceci eut lieu après que le dirigeant de l'opposition Andry Rajoelina ait saisi le pouvoir des rennes du Président Marc Ravalomanana dans une démonstration publique soutenue par l'armée, similaire à la méthode utilisée par Ravalomanana lorsque quelques années plus tôt, il s'est emparé du pouvoir au détriment de son prédécesseur, Didier Ratsiraka.

Depuis la suspension en 2009, la SADC a été au premier plan des efforts de médiation afin de garantir le retour de l'ordre constitutionnel à Madagascar.

## Révision en cours des principes électoraux

**LE CONSEIL** Consultatif Électoral (SEAC) de la SADC est en cours d'examiner les principes et directives gouvernant la procédure des élections et de développer un manuel sur les élections dans la région.

La révision émerge d'une décision de la Commission Ministérielle de l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération en matière de Sécurité durant une réunion à Lusaka, Zambie en juin 2011 mandatant le SEAC de réviser les Principes et Directives de la SADC gouvernant les Élections Démocratique et de développer un Manuel Électoral SADC.

Le SEAC a développé les "Principes et Directives Remaniés de la SADC Gouvernant les Élections Démocratiques", qui sont désormais partagés avec les acteurs régionaux principaux à travers une série de consultations des intervenants.

L'ancien président mozambicain, Joaquim Chissano fut nommé négociateur en chef dans les pourparlers de paix entre les partis politiques, principalement ceux de Ravalomanana et Rajoelina.

La nomination de Chissano en juin 2009 survint une semaine après que l'Union Africaine et les Nations Unies aient suspendu leurs efforts de médiation, citant le manque de volonté politique de la part des deux partis.

Ces organisations ont refusé de reconnaître le régime de Rajoelina et ont même, à un moment donné, suggéré une intervention militaire pour sauver des millions de

citoyens malgaches affectés par la situation politique de leur pays.

La médiation de la SADC a finalement porté fruit en fin 2013 lorsque Madagascar a tenu des élections présidentielles remportées par l'ancien ministre des finances, Hery Rajaonarimampianina. Il a battu son rival, Jean Louis Robinson, de 53,49 pourcent à 46,51 pourcent du total des votes.

Rajaonarimampianina, qui avait besoin d'un second tour après avoir terminé second dans le premier tour des élections présidentielles en octobre, fut assermenté en tant que président démocratiquement élu le 25 janvier 2014. r

Les consultations visent les États Membres, les experts électoraux et les acteurs non-étatiques tels que les institutions de recherche et les académies.

Adoptés en août 2004 au Sommet SADC des Chefs d'États et de Gouvernement à l'Île Maurice, les principes et directives contiennent des procédures à suivre par les missions d'observation de la SADC et les standards minimum qu'un État Membre devrait suivre pour que ses élections soient déclarées libres et justes.

Les directives électorales visent à renforcer la transparence et la crédibilité des élections et de la gouvernance démocratique ainsi que de garantir l'acceptance des résultats électoraux par toutes les parties contestantes.

Cependant, elles ne sont pas juridiquement contractantes et sont assujetties aux clauses des lois nationales.

Il est également obligatoire pour un État Membre en phase électorale d'inviter une Mission SADC d'Observation Électorale (SEOM). Section 3.1 stipule que la SEOM aura uniquement un rôle d'observation "lorsqu'un État Membre juge nécessaire d'inviter la SADC afin d'observer ses élections."

Néanmoins, dans l'intérêt d'une application consistante des principes électoraux, tous les États Membres devraient obligatoirement inviter une équipe d'observateur de la SADC.

Le SEAC composé de 12 membres fut inauguré en avril 2011 pour conseiller la région sur les affaires électorales et les questions portant sur la démocratie et la bonne gouvernance.

Il est composé d'un représentant pour chaque État Membre, sélectionné à partir d'une liste nommé par les gouvernements. r

## L'Île Maurice élimine toutes les taxes de douanes sur les produits de la SADC

par Joseph Ngwawi

L'ÎLE MAURICE est devenue le premier pays à éliminer les taxes douanières sur tous les produits importés des États Membres de la SADC dans le but d'améliorer le commerce intra-régional.

Selon la Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Île Maurice (MCCI), tous les produits importés des pays de la SADC sont détaxés à partir du 1er janvier 2014.

"Selon le Journal Officiel de l'Île Maurice No.116 du 28 décembre 2013... toutes les taxes de douane ont désormais été éliminées sur le reste des produits sensibles y compris les produits en plastique, les huiles comestibles, la farine de blé, la margarine, les savons, les couches de bébé, les barres de fer et les boissons non alcoolisées," énumère le MCCI dans un communiqué.

Pour être éligible d'exonération des droits à l'importation, tous les produits doivent être accompagnés d'un certificat d'origine valide de la SADC.

La suppression des tarifs est conforme aux clauses du Protocole SADC sur le Commerce dans le cadre duquel les États Membres ont convenu de supprimer progressivement les barrières tarifaires et non-tarifaires sur le commerce intrarégional.

La mise en oeuvre du Protocole a commencé au cours de l'an 2000 et a permis une élimination progressive de toutes les taxes douanières parmi les pays de la SADC avec une période de réduction tarifaire plus longue pour les produits sensibles.

Le processus de négociation fut mené par le biais d'une "approche d'offre de requête" sous les auspices du Forum de Négociation Commerciale, qui se réunit régulièrement tel stipulé dans le Protocole Commercial. Essentiel au processus de négociation fut le

principe d'asymétrie, qui émergea de la réalisation qu'entre autres problèmes, les États Membres de la SADC se trouvaient à divers niveaux de développement économique.

Pour objectifs de mise en oeuvre du Protocole Commercial, les États Membres ont été classés dans les catégories suivantes:

- Les Pays Développés (surtout l'Afrique du Sud mais de facto l'Union des Douanes de l'Afrique Australe qui inclut le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland);

- Les Pays en Voie de Développement (Île Maurice et Zimbabwe); et

- Les Pays les Moins Développés (c-a-d. Angola, RDC, Madagascar, Malawi, Mozambique, Tanzanie, Les Seychelles et Zambie).

Sur la base de ces groupements, la SADC poursuit un programme de réduction tarifaire à des échelles variables de rapidité dans lesquelles le groupement des pays développés était supposé généralement appliquer leurs réductions tarifaires afin de

parvenir à un seuil "de l'ensemble des échanges commerciaux" d'ici environ cinq ans de mise en exécution, d'ici 2005.

Le groupement des pays en voie de développement était supposé généralement répartir leurs réductions tarifaires afin de parvenir au même seuil d'ici la huitième année d'exécution, 2007/08, tandis que la dernière catégorie, les PLDs, prévoyait de répartir le retard de leurs réductions tarifaires au delà du seuil de la huitième année mais n'excédant pas 12 ans. r

## Malawi, Tanzanie deviennent un Poste Frontière Intégré

LE MALAWI et la République Unie de Tanzanie ont fait le premier pas vers la création d'un Poste Frontière Intégré au point d'entrée Songwe-Kasumulu dans le but de faciliter la libre circulation des personnes et des produits entre deux États Membres de la SADC.

En mars, des officiels des deux pays ont signé un Protocole (MoU) qui officialisait la création d'un centre unique des douanes et d'immigration à leur frontière commune.

Dans le cadre du Protocole, les postes frontières de Kasumulu en Tanzanie et Songwe au nord du Malawi fonctionneront sous une seule organisation d'ici la fin de l'année.

Dans le cadre du plan poste frontière intégré, les voyageurs et

les produits sont dédouanés juste une fois pour le passage dans un autre pays contrairement à la situation présente où l'enregistrement se fait des deux côtés de la frontière.

Ce développement est largement attendu pour pallier aux problèmes de retard, qui sont chose commune à la plupart des postes frontières, ainsi que de promouvoir la fluidité de la circulation de produits grâce à l'élimination de procédures opérationnelles aux frontières souvent perçues comme "restrictives".

Prenant la parole durant la cérémonie de signature tenue en marge de la réunion du Conseil des Ministres de la SADC au Malawi, le Ministre des Finances de la Tanzanie – Saddah Mkuya

Salum a déclaré que le développement aidera à réduire le coût de transaction commerciale entre les deux pays.

"L'établissement d'un centre unique de douanes et d'immigration à la frontière Songwe-Kasumulu non seulement réduira les coûts de transaction commerciale, mais cimentera également les relations bilatérales existantes entre les deux pays," ajoute-t-elle.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce du Malawi, Sosten Gwengwe, expliqua que le poste frontière commun stimulera l'efficacité de la population, des produits et des services entre les deux voisins.

Il expliqua que l'arrangement en cours par lequel les personnes et les produits sont enregistrés deux fois pour traverser d'un pays à l'autre était coûteux en terme de temps passé à la frontière.

Il était convaincu que le centre proposé faciliterait le transport de cargo destiné au Malawi à partir de la Tanzanie, puisque celui-ci est un pays enclavé.

Mkuya a précisé que des experts des deux pays se réuniront bientôt afin de développer un plan de travail sur la méthode d'exécution du projet. r



Un poste frontière inclusif au point d'entrée Songwe-Kasumulu facilite la libre circulation de la population entre le Malawi et la République Unie de la Tanzanie





## Coup de pouce de l'UE pour le programme d'infrastructure de la SADC

par Danai Majaha

**LE PLAN** Directeur pour le Développement de l'Infrastructure Régionale de la SADC a reçu un soutien grâce à la signature d'un accord de contribution de €12 millions (environ US\$16,5 millions) afin de renforcer la capacité régionale de développer des projets bankables.

L'accord entre la SADC et l'Union Européenne, signé en février, vise à aborder les problèmes auxquels la SADC est confrontée dans la préparation de projets bankables, en particulier pour le secteur de l'infrastructure.

Seuls certains des projets régionaux identifiés dans le Plan d'Action à Court Terme du Plan Directeur (2013-2017) ont obtenu des financements, couvrant parfois une partie seulement d'un projet dans un pays donné.

La plupart des projets sont au stade d'étude de faisabilité ou de pré-faisabilité, et il est urgent de compléter celle-ci dans un format pouvant attirer le financement.

La Facilité pour la Préparation et le Développement de Projet SADC (PPDF) est un des



L'investissement dans le secteur du transport accroît la capacité régionale.

mécanismes institutionnels visant à accomplir cette tâche.

La facilité vise à soutenir les États Membres de la SADC afin d'aborder les contraintes de la théorie de l'offre d'infrastructure affectant le développement économique au sein de la région, comme moyen de promouvoir l'intégration économique régionale.

Ceci sera achevé en identifiant et en préparant une prévision de projets d'infrastructure économique régionale; en développant la capacité humaine

au sein de la région pour l'identification, la préparation, l'évaluation et la commercialisation des projets d'infrastructure économique; et la commercialisation de propositions de projet d'investissement.

Le Secrétaire Général Adjoint de la SADC pour l'intégration régionale, Dr Thembinkosi Mhlongo a qualifié le PPDF de progrès géant dans la bonne direction.

"Ceci est une étape précieuse vers l'exécution du Plan Directeur pour le Développement de l'Infrastructure Régionale de la SADC, puisque l'infrastructure est la pierre angulaire du développement et l'un des moteurs essentiels de l'intégration et de la coopération régionales dans la région SADC," expliqua Mhlongo durant la cérémonie de signature pour l'accord.

Le Chef de la délégation de l'UE au Botswana et dans la SADC, Gerard McGovern, a signé au nom de l'UE.

"Ce programme réduira le déficit de l'infrastructure dans la région de l'Afrique australe.

Ce programme est une réponse pragmatique à la préparation de projets bankables d'infrastructure régionale," déclare McGovern. Les €12 millions font partie des €84 millions que l'UE a promis à la SADC dans le cadre du 10ième programme du Fond de Développement Européen (EDF10).

En plus du financement de l'UE, le gouvernement allemand,

par le biais du Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), a également alloué jusqu'à €4,8 millions pour la facilité.

Le Plan Directeur pour le Développement de l'Infrastructure Régionale de la SADC fut approuvé par les Chefs d'État et de Gouvernement lors du 32ième Sommet Ordinaire en août 2012 à Maputo, Mozambique.

L'Afrique australe cherche des investissements et des financements pour un programme se montant à US\$64 milliards dans le but d'améliorer le transport, l'énergie et autre infrastructure sur les cinq prochaines années.

Le secteur du transport a le plus grand nombre de projets dans le cadre du STAP, avec 40 projets évalués à approximativement US\$16,3 milliards pour l'amélioration des artères routières, des voies ferroviaires, des ports et des postes frontières.

Il est suivi du secteur de l'énergie, qui a 16 projets évalués à US\$12 milliards qui sont alloués pour la mise en oeuvre d'ici 2017.

Les projets prioritaires d'infrastructure de transport comprennent ceux visant l'expansion, la réhabilitation et la modernisation des ports de Durban et de Walvis Bay; de nouveaux projets ferroviaires et la réhabilitation de ceux existant; de nouveaux liens routiers connectant l'Angola et la République Démocratique du Congo, et la réhabilitation d'autres à travers la région; et un poste frontière intégré à Beitbridge entre l'Afrique du sud et le Zimbabwe.

D'importants projets énergétiques commercialisés pendant une conférence pour investisseurs tenue au Mozambique en 2013 incluent le Projet Phare de l'Interconnecteur ZiZaBoNa qui sera exécuté par le Zimbabwe, la Zambie, le Botswana et la Namibie ainsi que la proposition de l'Interconnecteur Namibie-Angola qui connectera ce dernier au Pool d'Énergie de l'Afrique Australe. r

## La BAD approuve la stratégie nationale de l'île Maurice

**LA BANQUE** Africaine de Développement a approuvé la stratégie qui promeut le développement de l'infrastructure et technique à l'île Maurice durant les cinq prochaines années.

Le Document de Stratégie Nationale de l'île Maurice (2014-2018) est conçu pour aider le pays à développer sa compétitivité et résilience aux chocs exogènes afin de renforcer la qualité de l'expansion et accélérer la transition du pays comme Nation à Revenu Élevé.

Pilier I de la stratégie vise les activités de réforme politique aspirant à aborder les problèmes des secteurs de l'énergie, transport, infrastructure des eaux et hygiène publique. "Ceci devrait permettre à l'île Maurice d'améliorer la qualité et la

capacité d'infrastructure afin d'attirer des investissements à forte valeur ajoutée, renforcer la capacité du secteur privé local dans le but de pénétrer le marché régional et perfectionner la prestation du service publique," expliqua la BAD.

Il est également censé encourager la transition graduelle d'expansion "biologique" à l'île Maurice en soutenant le gouvernement pour parvenir à une clarté politique sur le partage de l'énergie renouvelable dans la diversité de production nationale, et réduire la pollution de l'hydrologie souterraine.

Dans le cadre du Pilier II, la stratégie porte sur des actions et des réformes politiques qui aideront à améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation et à renforcer le capital humain. r

L'AFRIQUE AUSTRALE est supposée commander de nouveaux projets d'énergie en 2014 qui ajouteront environ 5 500 megawatts d'électricité au réseau régional alors que la région vise à atteindre l'autonomie énergétique dans les quatre prochaines années, selon le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP).

Des projets nouveaux et réhabilités de production d'énergie prévus pour cette année sont supposés ajouter approximativement 6 141MW d'électricité, mais 685MW de la nouvelle capacité proviendront de l'Angola et de la République Unie de Tanzanie qui ne sont pas connectés au réseau régional.

D'autre apport d'électricité proviendra de l'Afrique du Sud, qui est censé commander 4 936MW cette année, Zambie (195MW), Mozambique (175MW) et Botswana (150MW).

Conformément à l'objectif régional d'accroître progressivement l'absorption de sources d'énergie plus propre d'ici 2020, environ 36 pourcent de la capacité prévue nouvellement interconnectée en 2014 proviendra de sources d'énergie renouvelable, qui sera produite par des producteurs d'énergie indépendants en Afrique du Sud.

Une partie proviendra de la Ferme Éolienne de Sere dans la région du Cap Occidental en Afrique du Sud, il s'agit de l'une des plus grandes fermes éoliennes de la région australe, produisant 100MW après achèvement.

Il est prévu que les projets d'Énergie Solaire Concentrée (CSP) ajoutent plus de 1 800MW au réseau.

Les systèmes CSP utilisent des miroirs ou des loupes pour concentrer une large zone de lumière solaire sur une petite superficie. L'énergie électrique est produite lorsque la lumière concentrée est convertie en chaleur, ce qui actionne un moteur thermique connecté à un générateur d'énergie électrique.

Les pays de l'Afrique Australe ont convenu en 2012 d'augmenter l'utilisation de source d'énergie moins polluantes dont le résultat est une réduction de l'émission de carbone.



## Le SAPP va commander 5 500MW c

Ceci fait suite à l'adoption d'un large éventail de stratégies visant à aligner la région avec de nouvelles tendances dans le secteur global de l'énergie, qui favorise désormais l'énergie renouvelable par rapport aux combustibles fossiles.

Rassemblés au Botswana en avril 2012, les experts en énergie de la région ont convenu que le SAPP devrait réaliser un bouquet d'énergie renouvelable dans le réseau régional d'au moins 32 pourcent d'ici 2020 et 35 pourcent d'ici 2030.

Ils ont également convenu que les États Membres doivent identifier tous les projets d'énergie renouvelable qui peuvent être connectés au réseau régional et que le SAPP devrait développer un Plan de Développement de l'Énergie Renouvelable énumérant les projets en fonction de leur priorité, et qui devraient être connectés au Plan Directeur pour l'Infrastructure Régionale de la SADC.

Il a été convenu que d'ici 2015 tous les États Membres de la SADC et le SAPP devront avoir accompli une évaluation de leur capacité de réseau



## L'Afrique du Sud exprime son intérêt à se joindre à ZiZaBoNa

L'AFRIQUE DU Sud a exprimé son intérêt à participer dans le projet ZiZaBoNa, un interconnecteur de transmission d'électricité qui implique actuellement le Zimbabwe, la Zambie, le Botswana et la Namibie.

Selon Alison Chikova - ingénieur en chef du Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP), le Service Public d'Électricité de l'Afrique Australe, Eskom, ont finalisé un exercice interne d'audit afin d'établir les implications financières et commerciales d'adhésion au projet ZiZaBoNa.

Il explique qu'Eskom devra désigner des consultants en mars qui conseilleront sur les modalités de participation au projet.

Une commission d'avocats du Zimbabwe, Zambie, Botswana et Namibie s'est récemment réunie en Namibie pour discuter du format structurel du projet ZiZaBoNa. La Commission

des Avocats de ZiZaBoNa a examiné l'Accord des Actionnaires du projet, dans le cadre duquel les services publics respectifs des quatre pays auront une participation équitable et seront tous censés financer des portions du projet qui tombent dans leurs territoires nationaux.

Le projet d'interconnecteur de transmission a la capacité d'accroître le commerce d'électricité parmi les services publics participants, ainsi que de fournir une route de transmission d'électricité alternative et d'aider à décongestionner le corridor de transmission centrale qui passe actuellement par le Zimbabwe.

Le projet ZiZaBoNa aidera à fournir une voie de développement et, donc d'augmenter le commerce entre les parties au nord et au sud de la SADC. La capacité initiale de l'interconnecteur de transmission sera de 300

megawatts (MW), qui sera plus tard augmenté à 600MW.

Le projet sera exécuté en deux phases. La première phase couvrira la construction d'une ligne de 120 kilomètres à 330kilovolt à partir de la Centrale de Hwange aux Chutes Victoria où un centre de commutation sera construit sur le territoire du Zimbabwe. La ligne s'étendra jusqu'à une station électrique secondaire à Livingstone en Zambie.

La seconde phase impliquera la construction d'une ligne de 300km 330kV à partir de Livingstone jusqu'à Katima Mulilo en Namibie, en passant par Pandamatenga au Botswana.

L'interconnecteur Zimbabwe-Zambie sera construit comme ligne à haute tension avec une capacité de transmission de 430kV. Cependant, il fonctionnera comme une ligne de 330kV durant la première phase. r



# ÉNERGIE AUSTRALE

## La nouvelle capacité de production

pour l'énergie renouvelable et identifier les conditions préalables pour les mises à niveau de réseau, au cas échéant; et que tous les pays devraient avoir entrepris des évaluations environnementales stratégiques pour les divers types d'énergie renouvelable dans leurs pays. r

## Le manque de données retarde le rapport de statut tarifaire

LE MANQUE de données affecte la finalisation d'un rapport de statut régional sur le niveau des tarifs d'électricité en Afrique australe. Le Secrétaire Général de l'Association de l'Afrique Australe pour les Régulateurs de l'Électricité Régionale (RERA) Elijah Sichone a informé que la finalisation d'une actualisation d'un statut régional sur les tarifs est entravée par des soumissions de données tardives de la part de États Membres.

Il expliqua que les organes régulateurs de six seulement des États Membres de la SADC ont soumis des données sur leurs tarifs tandis que les neuf autres pays restant ont soumis des données incomplètes ou aucunes.

Les formulaires complétés ont été reçus des régulateurs du Lesotho, Namibie, Afrique du Sud, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

"La RERA a urgemment besoin d'assistance pour finaliser l'actualisation du statut, y compris une collecte/soumission ponctuelle et soutenue de données pour les publications," ajouta Sichone durant la 13ième session des Groupes Thématiques sur l'Énergie dans la SADC tenue à Gaborone, Botswana, en février.

La RERA a depuis 2010 travaillé avec le Secrétariat de la SADC et le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe pour produire un Registre



Annuel des Tarifs d'Électricité de la SADC et des Indicateurs de Performance Choisis.

Cette importante publication régionale a servi d'aide d'information essentielle sur les tendances régionales relatives aux tarifs d'approvisionnement en électricité de l'industrie et des indicateurs de performance choisis pour les gouvernements, les régulateurs, les services publics, les organisations non-gouvernementales, le secteur universitaire, les investisseurs et autres parties intéressés. Des indices sur les bas tarifs affectant négativement l'Afrique australe ont été rassemblés, et un consensus a

progressivement émergé sur la sévérité et l'impact probable de ce problème.

Les tarifs existants d'électricité de la SADC n'offrent pas de signaux positifs pour de nouveaux investissements et l'économie d'énergie, l'efficacité et les pratiques de substitution par les consommateurs.

En 2009, une étude menée par la RERA avec le soutien du Centre de Compétitivité Globale de l'Afrique Australe (USAID Trade Hub) a démontré que le secteur de l'énergie dans la région n'est pas auto-suffisant.

Selon l'étude, les tarifs d'électricité au sein de la région SADC s'étendent de 2,7 US cents par kilowatt heure (kWh) à 12,5 USc/kWh.

Dans certains cas, le coût de production d'électricité est plus élevé que les tarifs appliqués par le service publique.

Par exemple, la production d'hydroélectricité - qui est la deuxième méthode la plus commune de production d'électricité dans la région après le charbon - coûte entre 6 et 8 USc pour produire un kWh alors qu'il coûte en moyenne 7,5 USc pour produire un kWh d'électricité dans n'importe quelles centrales électriques au charbon.

L'étude montre que l'Angola et la République Unie de Tanzanie ont les tarifs les plus élevés dans la région, à 12,5 USc/kWh et 12 USc/kWh, respectivement. La Zambie applique les tarifs d'électricité les plus bas à 2,7 USc/kWh suivi Des Seychelles (3,2 USc/kWh) et de l'Afrique du Sud (3,7 USc/kWh). r

## Les Seychelles établissent un régulateur d'énergie

LES SEYCHELLES sont devenues l'État Membre de la SADC le plus récent à créer une institution pour réglementer les opérations du secteur de l'énergie.

La Commission sur l'Énergie Des Seychelles (SEC) devient le 12ième régulateur d'énergie de la région SADC.

D'autres organes régulateurs existent en Angola, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Swaziland, République Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Le Bureau pour la Réglementation de l'Électricité (ORE) de Madagascar n'est, cependant, pas membre de l'Association Régionale des Régulateurs d'Énergie pour l'Afrique Australe (RERA).

Les trois États Membres restants de la SADC (Botswana, RDC et Île Maurice) sont à divers stades de réforme du secteur de l'énergie. Des 12 États Membres ayant des organes régulateurs, quatre sont des régulateurs d'électricité, six sont des régulateurs d'énergie et deux sont des régulateurs multi-sectoriels (énergie/eaux).

Les régulateurs d'électricité sont l'Institut pour le Règlementation du Secteur de l'Électricité en Angola, le Conseil Consultatif pour l'Électricité Nationale (Mozambique), et le Comité pour le Contrôle de l'Électricité (Namibie).

Les régulateurs d'énergie disponibles dans la région sont l'Autorité de Régulation d'Énergie du Malawi, le Régulateur National d'Énergie de l'Afrique du Sud, l'Autorité de Régulation d'Énergie du Swaziland, le Comité de Régulation d'Énergie (Zambie), et l'Autorité de Régulation d'Énergie du Zimbabwe.

Les organes de régulation multi-sectoriels sont l'Autorité pour l'Électricité et les Eaux du Lesotho et les Services des Eaux et l'Autorité de Régulation d'Énergie & du Service Publique des Eaux (Tanzanie). r

PROJETS DE PRODUCTION - OBJECTIF 2014					
No	Service Publique	Pays	Nom	Type	Capacité (MW)
1	ENE	Angola	Lomaum	Hydro	65
2	ENE	Angola	CFL New	Charbon	70
3	ENE	Angola	BIOCCM	Charbon	50
4	ENE	Angola	BOM-JESUS	Coal	50
5	IPP	Tanzanie	Kinyaredzi	Gaz	150
6	IPP	Tanzanie	Sao Hill	Gaz	10
7	IPP	Tanzanie	Somanga	Gaz	250
8	Eskom	RSA	OCGT	Gaz	850
9	Eskom	RSA	Medupi	Charbon	722
10	Eskom	RSA	Ingula	Hydro	1332
11	IPP	RSA	Cogen	Gaz	100
12	IPP	RSA	Bere	Éolienne	100
13	IPP	RSA	RE - Round 1	PV, CSP, Solaire	1328
14	IPP	RSA	RE - Round 2	PV, CSP, Solaire	854
15	IPP	Mozambique	Reessano Garcia	Gaz	175
16	BPC	Botswana	Morupule	Charbon	150
17	ZESCO	Zambie	Kariba North	Hydro	150
18	ZESCO	Zambie	Lunzuu	Hydro	15
TOTAL					6141

685 MW  
Non  
Interconnecté

1982 MW  
Énergie  
Renouvelable



## Renforcement de

**LES INONDATIONS** sont devenues choses courantes en Afrique australe, et chaque fois que survient une inondation, il y a des pertes humaines et animales ainsi que la destruction d'habitations. *Australe Aujourd'hui* examine les mesures prises pour renforcer les systèmes d'alerte rapide et s'apprêter à faire face aux inondations et les problèmes dérivés.

### Le système d'alerte rapide du Mozambique sauve des vies

**LE MOZAMBIQUE** est sérieusement affecté par les inondations, principalement parce qu'il abrite neuf rivières internationales, le rendant particulièrement vulnérable.

Le pays a souffert d'une inondation dévastatrice en 2000 qui selon les statistiques officielles a causé la mort de plus de 700 personnes et le déplacement de centaines d'autres.

Cependant, le gouvernement a désormais mis en place un institut dynamique de gestion des catastrophes naturelles pour gérer de tels phénomènes.

Le renforcement sur plusieurs années de l'Institut National du Mozambique pour la Gestion des Catastrophes Naturelles (INGC) a donné des résultats puisque que moins de personnes sont affectées par les inondations grâce à un système d'alerte rapide efficace, et des services d'évacuation rapide pour ceux qui sont affectés par les inondations.

Par exemple, en mars 2014, l'INGC a sauvé des vies lorsqu'il a alerté les résidents du village 3 de Fevereiro près du bassin de la Rivière Incomati dans le district de Manhica de quitter les lieux avant l'approche des flots.

"Nous appelons la population à évacuer les lieux," a annoncé Rita Almeida, porte-parole de l'INGC, à la radio nationale, ajoutant que les personnes vivants dans le bassin d'Incomati étaient menacées par l'inondation en conséquence du niveau des eaux le long de la rivière qui avait atteint environ 5,9 m dans la zone basse au sud du district.

La plupart des habitants ont tenu compte du conseil et ont cherché refuge dans les abris d'urgence sur les terres plus élevées.

Président Armando Guebuza a loué "la manière dont notre peuple a accepté les instructions de se retirer des zones à risque." Il a exhorté les intervenants y compris le gouvernement, les chefs de communauté, les organisations de la société civile et le public, à rester vigilants contre une occurrence possible d'inondation.

En plus de l'amélioration de son système d'alerte précoce, le Mozambique a également beaucoup investi dans la gestion de catastrophe.

Entre 2009 et 2011, le gouvernement mozambicain a réservé environ US\$275 millions pour la réduction des risques d'inondation.

Cet énorme investissement est essentiel alors que le Mozambique apprend à gérer de tels désastres.

### Zambie, Zimbabwe améliore la coordination de l'ouverture des vannes de Kariba

À CHAQUE saison des pluies, les vannes du barrage de Kariba Dam doivent être ouvertes afin de réduire la pression sur les parois du barrage.

Cependant, l'ouverture des vannes a eu un effet négatif sur les populations résidant à proximité des rives du fleuve du Zambèze, en particulier en aval du barrage.

Bien que le Barrage de Cahora Bassa au Mozambique ait également la capacité de s'adapter au débit soudain des eaux lorsque les vannes sont réouvertes à Kariba, il y a eu des cas où le brusque débit des eaux a causé de sérieuses inondations le long de la Vallée du Zambèze, principalement Namibie et au Mozambique.

De ce fait, la Zambie et le Zimbabwe, qui gère le Barrage de Kariba par le biais des Autorités du Fleuve Zambèze, ont introduit un mécanisme qui garantit que l'ouverture des vannes soient bien gérées.

Par exemple, une seule vanne est ouverte à un moment précis comparé au passé lorsque deux vannes ou plus étaient ouvertes en même temps.

De plus, l'ouverture des vannes est annoncée au moins sept jours à l'avance, et communiquée à toutes les parties, y compris les communautés locales ainsi que le Mozambique et la Namibie.

Cette meilleure coordination à communiquer l'ouverture des vannes de Kariba, permettant ainsi à la population de se réfugier dans les hautes terres, réduisant les impacts d'inondations potentiel survient généralement



# la gestion des catastrophes en Afrique australe

communes dans une grande partie de l'Afrique australe, cela peut causer la perte de vies humaines, de biens, de cultures et propriété, et épidémies. *Afrique australe* prises par les Etats Membres de la SADC pour répondre à la dévastation causée par

près des rives du fleuve du Zambèze lorsque les vannes sont ouvertes.

## L'Île Maurice réagit sur les ondes de tempête

**LES ONDES DE TEMPÊTE** sont communes à l'Île Maurice en raison de sa situation côtière dans l'Océan Indien, et ont causé des morts et des dégâts dans l'infrastructure.

Pour résoudre ce problème, l'Île Maurice a conçu un plan pour mettre en place un système d'alerte rapide en cas d'ondes de tempêtes.

Le Système d'Alerte Rapide (EWS), annoncé en mars, sera mis en place conjointement par les Services Météorologiques de l'Île Maurice et le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable.

Les Services Météorologiques de l'Île Maurice gèreront le système et détecteront les ondes de tempête avant qu'elles ne s'abattent sur le pays.

L'information sera disséminée aux populations résidant dans les zones à haut risque afin de leur permettre d'évacuer vers les terres élevées.

Il est prévu que la population vivant dans les zones côtières sera avertie au moins trois heures avant l'arrivée possible des ondes.

Plus de 226 000 personnes à l'Île Maurice vivent dans les zones côtières et sont directement vulnérables aux effets des ondes de tempête.

Une onde de tempête est généralement le résultat de conditions météorologiques extrêmes causées par des variations du niveau de la mer. Le phénomène le plus dangereux est associé avec les cyclones qui comptent pour plus de 70 pourcents des décès et dégâts.

Le SAR, qui a pour but de protéger des vies et les moyens de subsistance des communautés côtières vulnérables, est supposé améliorer les connaissances sur les changements climatiques parmi les résidents et renforcer la capacité des communautés afin de réagir aux catastrophes.

Son opérationnalisation est prévue pour juillet 2014. Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable a engagé d'importantes ressources financières pour garantir que le système soit un succès.

Le SAR est l'un des composants du Fond d'Adaptation, un fond international qui finance des projets et des programmes visant à aider les pays en voie de développement à s'adapter aux effets nocifs du changement climatique.

Il fut instauré dans le Protocole de Kyoto de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

## L'Afrique du Sud utilise des digues et un système hydrauliques

**L'AFRIQUE DU SUD** a été sérieusement éprouvée par les inondations de ces récentes années, et en 2011 plus de 90 personnes ont été tuées dans les inondations.

Pour y répondre, le gouvernement a commencé par construire des digues et des systèmes hydrauliques afin de s'assurer que les inondations ne se reproduisent pas et n'aient un impact encore plus sérieux.

Les digues et les systèmes hydrauliques capturent une partie de la montée des flots, limitant son impact sur la population et les biens matériels.

## Autres initiatives régionales

**LES ÉTATS** Membres de la SADC se sont également entraînés dans la gestion des inondations, puisque ces dernières ne se limitent pas à des sites géographiques.

Par exemple, en février la Namibie a envoyé trois hélicoptères au Zimbabwe pour secourir et évacuer plus de 600 personnes du bassin sévèrement inondé de la rivière Tokwe-Mukosi à Masvingo, dans le sud du pays.

En plus des mesures de résiliences, d'autres stratégies ont été tirées de ou incorporées dans la culture et l'action locales à travers l'usage des traditions locales connues sous l'appellation Systèmes de Connaissance Indigène cependant plus pérennes que ce que les rapports écrits ont gardés. (*voir encadré*). r



## Kuomboka

**LE KUOMBOKA** est une cérémonie annuelle traditionnelle célébrée fin mars ou début avril par le peuple Lozi de la province occidentale de la Zambie. La cérémonie commémore le mouvement saisonnier du Chef Suprême, le Litunga, des plaines inondables aux terres élevées, d'où le nom *kuomboka* qui signifie "sortir de l'eau".





## L'Île Maurice aide des entreprises à se développer en Afrique



L'ÎLE MAURICE a lancé un fond de 500 millions de roupie (US\$17 millions) afin d'acheter des actions dans des compagnies locales qui souhaitent étendre leur commerce en Afrique.

Le Ministre des Finances, Xavier Duval a déclaré que le gouvernement achèterait des

actions d'une valeur allant jusqu'à 10 pourcent mais n'a pas mentionné de compagnies spécifiques.

"Nous sommes optimistes d'attirer plus de partenaires tels que les fonds de retraites et les fonds de placement privé qui aideraient à accroître le Fond

Afrique jusqu'à 2 milliards de roupies," annonce Duval.

L'Île Maurice a essayé de réduire sa dépendance sur le tourisme, le sucre et les textiles et possède dorénavant des entreprises en expansion dans des activités bancaires extra-territoriales, l'externalisation,

l'immobilier de luxe et le tourisme médical. r

## Le Malawi explore de nouveaux marchés pour le tabac



LE MALAWI s'est embarqué dans un programme dans le but d'explorer de nouveaux marchés pour son tabac alors qu'il vise à diversifier sa clientèle de base.

Une délégation malawienne a terminé une visite promotionnelle de l'Égypte et des Émirats Arabes Unis en mars.

Le président directeur général de la Commission pour le Contrôle du Tabac (TCC), Bruce Munthali a indiqué que la tournée a généré beaucoup d'intérêt de la part d'acheteur potentiel qui ont demandé des échantillons de tabac malawien, en particulier la variété Burley.

"La tournée promotionnelle a porté fruits puisque nous avons réussi à augmenter la visibilité du tabac malawien dans les pays que nous avons visité et il y a des signes positifs pour une augmentation future de la demande d'export du tabac."

Munthali a ajouté que plusieurs compagnies des trois pays visités ont également exprimé un intérêt pour investir dans l'industrie de fabrication de cigarette. Le Malawi possède une seule firme de fabrication de cigarette. (The Nation) r

## King Mswati inaugure le nouvel aéroport du Swaziland



KING MSWATI III a inauguré le nouvel aéroport du Swaziland en mars dont la capacité permet de gérer de plus grands appareils et plus de passagers.

L'Aéroport International King Mswati III, d'une valeur de

US\$280 millions est situé à environ 70 kms de la capitale Mbabane et pourra éventuellement servir 300 passagers par heure tandis que sa piste pourra accommoder des jumbo jets dès qu'elle sera complètement opérationnelle.

Cependant, l'aéroport n'a pas encore obtenu de permis d'exploitation par l'Association

Internationale du Transport Aérien (IATA).

La nation de l'Afrique australe ne possède pas sa propre compagnie aérienne et est actuellement desservie par SA Airlink d'Afrique du sud, qui opère à partir d'un petit aéroport dans la plaque tournante commerciale de Manzini. r

## 11 pourcent d'augmentation des arrivées touristiques aux Seychelles



LES SEYCHELLES ont enregistré une croissance de 11 pourcent des arrivées de touristes en 2013 grâce à l'investissement dans le secteur du tourisme et une excellente performance de la compagnie aérienne nationale.

Le Président James Michel a révélé que Les Seychelles ont accueilli plus de 230 000 visiteurs en 2013, une augmentation de 11 pourcent par rapport à 2012.

"En même temps, nous avons continué d'attirer des investissements, locaux et étrangers dans le secteur du tourisme," ajouta-t-il dans son discours sur l'État de la Nation.

Le nombre de maisons d'hôte et d'hôtels s'est accru de 417 en 2012 à 438, et l'offre d'hébergement a augmenté de sept pourcent durant la même période.

Deux grands hôtels sont en cours de construction à Beau Vallon et Bel Ombre, qui sont supposés augmenter la capacité d'hébergement de 300 chambres et créer 600 nouveaux emplois. r

## Signature d'un pacte de port sec par le Botswana et la Namibie



LE BOTSWANA et la Namibie vont signer un accord qui verra les voisins développer 1 500 kms de chemin de fer pour transporter du charbon vers Walvis Bayport.

Le directeur général de la Chambre des Mines du Botswana, Charles Siwawa a annoncé que les "difficultés techniques" qui retardaient le projet de chemin de fer du Trans-Kalahari ont été résolues.

Il ajouta que le contrat d'entreprise commune pavera la voie pour des initiatives de financement et d'appels d'offre.

Ceci fait suite à un accord de principe datant de l'année dernière entre la Namibie et le Botswana pour construire une ligne ferroviaire Trans-Kalahari dédiée qui transportera des matières premières, principalement du charbon, du Botswana à Walvis Bay.

Les gisements de charbon de Morupule au Botswana sont

parmi les plus importants au monde et ont la capacité d'exporter environ 100 millions de tonnes de charbon par an.

La voie ferroviaire du Trans-Kalahari était prévue depuis quelques années, et serait idéale pour exporter le charbon vers Walvis Bay. r

### Devises

Avril 2014

Pays	Devises	(US \$1)
Angola	Kwanza (100 lwei)	97.59
Botswana	Pula (100 thebe)	8.89
RDC	Franc congolais	912.50
Lesotho	Maloti (100 lisente)	10.68
Madagascar	Ariary	2,344.00
Malawi	Kwacha (100 tambala)	404.55
Île Maurice	Roupie (100 cents)	29.90
Mozambique	Metical (100 centavos)	31.55
Namibie	Dollar (100 cents)	10.68
Les Seychelles	Roupie (100 cents)	12.04
Afrique du Sud	Rand (100 cents)	10.68
Swaziland	Lilangeni (100 cents)	10.68
Tanzanie	Shilling (100 cents)	1,632.00
Zambie	Kwacha (100 ngwe)	6.03
Zimbabwe	US. Dollar (100 cents)	1

Depuis 2009, le Zimbabwe utilise un système multi-devises dans lequel le US\$ est la devise la plus courante.



## Période propice pour atteindre la parité des sexes

CETTE ANNÉE, cinq élections nationales prévues en Afrique australe sont stratégiques sur plusieurs aspects. Il s'agit de l'Afrique du sud, du Malawi, du Botswana, du Mozambique et de la Namibie.

Elles ont lieu juste un an avant la date butoire 2015 durant laquelle la SADC doit atteindre

l'objectif 50:50 de représentation hommes -femmes en positions clés de prise de décision.

Selon le Protocole SADC signé sur la Parité des Sexes et le Développement qui est entré en vigueur en 2013 après ratification par les deux-tiers des signataires, les pays de l'Afrique Australe devrait parvenir à 50:50

de représentations dans les positions clés de prise de décision d'ici 2015.

Cependant, seul cinq pays de la SADC sont très proches de l'objectif de parité au Parlement, ayant dépassé le seuil des 30 pourcent précédemment fixés par les dirigeants régionaux pour la

représentation féminine dans les prises de décision.

Il s'agit Des Seychelles (43,8 pourcent), l'Afrique du Sud (42,3 pourcent), le Mozambique (39,2 pourcent), la République Unie de Tanzanie (36 pourcent) et l'Angola (34,1 pourcent).

Le Zimbabwe, qui a introduit un système de quota dans le cadre de la nouvelle constitution, a désormais 31,5 pourcent de représentation à l'Assemblée Nationale.

La moyenne de représentation des femmes au parlement est bien en dessous de l'objectif des 50 pourcent convenus dans le cadre du Protocole SADC sur la Parité des Sexes et le Développement, bien qu'il soit en hausse de 20,6 pourcent et 23 pourcent en 2005 et 2011 respectivement à 25,8 pourcent au premier semestre 2013.

En ce qui concerne la représentation des femmes au cabinet, seule l'Afrique du sud a dépassé l'objectif précédemment fixé de 30 pourcent, mais davantage de femmes dans la région gèrent dorénavant un large éventail de portfolio ministériel tels que les affaires étrangères, les affaires intérieures, la défense, les finances, l'éducation, la santé, et le commerce et l'industrie. *sardc.net* r

## L'Afrique du Sud approuve le projet de loi sur l'égalité des sexes

LE PARLEMENT sud-africain a approuvé le Projet de Loi sur la Responsabilisation des Femmes et la Parité des Sexes (WEGE) dans un but décrit comme jalon important pour l'égalité des sexes dans les secteurs public et privé.

Le Projet de Loi fut adopté par l'Assemblée Nationale en mars et renvoyé au Conseil National des Provinces (NCOP) où des consultations plus poussées sont censées prendre place au niveau local dans toutes les provinces.

Le Projet de Loi exige une réalisation progressive d'au moins 50 pourcent de représentation des femmes dans les structures de prises de décision, l'amélioration et l'équité de l'accès à l'éducation et à la formation et le développement des compétences ainsi que des mesures pour promouvoir et protéger la santé reproductive des femmes, l'élimination de la discrimination et des pratiques dangereuses y compris la violence sexospécifique.

La représentation actuelle des femmes dans les structures de gouvernance atteint 44 pourcent au Parlement, 42 pourcent au cabinet et 38,4 pourcent au gouvernement local.

"Le Projet de Loi affirme les engagements pour la promotion de l'égalité des sexes et la prohibition de la discrimination basée sur le sexe, telles que stipulées dans le Bill of Rights e la Constitution et les instruments internationaux que l'Afrique du sud a signé et ratifié," déclare Lulu Xingwana, Ministre pour la condition des Femmes, des Enfants et des Personnes Handicapées.



Le Parlement sud-africain à Cape town

Les instruments régionaux et internationaux auxquels l'Afrique du sud a adhéré vont inclure la Convention sur l'Élimination de la Discrimination Contre les Femmes, la Plateforme de Beijing pour Action, le Protocole de l'Union Africaine, le Protocole SADC sur la Parité des Sexes et le Développement, et les Objectifs de Développement du Millénaire.

L'Afrique du Sud s'est jointe aux quelques autres Etats Membres de la SADC qui ont des lois sur l'égalité des sexes.

Ceux-ci incluent le Malawi, qui a passé un Projet de Loi sur l'Égalité des Sexes en 2013 qui, entre autres choses, cherche à promouvoir l'égalité dans toutes les sphères de la société. r

## La Namibie agit contre la GBV

LE GOUVERNEMENT Namibien a promis d'agir promptement afin de mettre en place des mesures pour garantir que les coupables de Violence Sexospécifique soient sévèrement punis.

Président Hifikepunye Pohamba expliqua que les mesures incluent des amendements à la législation existante telles que la Loi sur la Procédure Criminelle et la Loi sur le Service Correctionnel dans le but de resserrer les conditions et de refuser la parole aux coupables.

Il a déclaré que de nouvelles législations seront introduites qui

imposeront des peines de prison plus longues sur des personnes reconnues coupables. L'année passée, la Namibie a connu une brusque augmentation de cas de violence domestique, impliquant surtout le meurtre de femmes par leurs maris ou partenaires.

"Face à ces attaques sans précédent, il est urgent que nous agissions. Nous devons nous unir en tant que nation et confronter cet abominable phénomène avec une détermination et une résolution commune," déclara Pohamba.

Le cabinet namibien a pris une résolution spéciale en mars pour amender la Loi sur la Procédure

Criminelle de 1977 visant à resserrer les conditions de demande de liberté provisoire par les personnes inculpées d'actes violents de violence domestique.

Pohamba a annoncé que la Namibie prévoit d'organiser une deuxième Conférence Nationale sur la Violence Sexospécifique où le pays essaiera de trouver des solutions à la GBV.

Le dirigeant namibien s'adressait à plus de 10 000 personnes rassemblées dans la capitale Windhoek durant la Journée Internationale de la Femme pour prier pour les victimes de GBV. r



À partir de la gauche, Candidats aux élections présidentielles – Mozambique, Davis Simango, Afonso Dhlakama et Filipe Nyussi.

## Le processus électoral du Mozambique est en cours

par Phyllis Johnson

**L'ENREGISTREMENT** DES électeurs a commencé au Mozambique en février, huit mois avant les élections prévues plus tard dans l'année.

Cette première phase des préparations électorales, prévue jusqu'au 29 avril, fut prolongée de 10 jours supplémentaires à la demande de l'un des partis de l'opposition, la Résistance Nationale du Mozambique (Renamo).

Le processus devrait se terminer le 9 mai, suivi de l'inscription des partis politiques et des candidats aux élections présidentielles, parlementaires et provinciales prévues pour le 15 octobre 2014.

Pour les élections parlementaires, chaque liste provinciale peut contenir assez de candidats pour remplir les sièges alloués à cette province, plus au moins trois candidats supplémentaires.

Cette procédure semble écarter les partis mineurs ayant aucune chance de gagner un siège. Cependant, on escompte que 20 ou 30 partis présenteront des applications pour inscription en mai puisque l'état fournit des fonds aux campagnes électorales et à tout parti dont les candidats sont acceptés par la commission électorale ont droit à une portion des ressources.

Les trois partis politiques principaux sont invités à présenter des listes complètes ou détaillées de candidats, quoique Renamo ait à lutter pour y parvenir, ayant perdu du personnel, des financements et des soutiens en faveur du parti sécessionniste – le Mouvement Démocratique du Mozambique (MDM).

Les trois partis ont identifié leurs candidats présidentiels pour contester les élections, y compris Afonso Dhlakama du Renamo et Daviz Simango, chef du MDM, et actuellement le Maire de Beira, ayant remporté un autre mandat aux élections municipales en novembre dernier.

Le parti Frelimo du Président Armando Guebuza aura un candidat différent cette année, puisque Guebuza a servi les deux mandats autorisés par la Constitution du pays.

Il reste chef du parti. Le candidat du Frelimo pour la Présidence du pays est Filipe Jacinto Nyussi, ministre de la défense, élu le mois dernier par le comité central du parti.

Nyussi, 55, est né à Mueda dans la province nord de Cabo Delgado, signalant que le parti commence à porter son attention vers le nord du pays riche en ressources et en retour à ses racines.

Cabo Delgado fut le noyau et le siège de la guerre de libération au Mozambique (1964-1975), soutenue par la République Unie de Tanzanie.

Les deux pays ont récemment identifié des réserves substantielles de gaz naturel au large dans la zone frontalière, et nombre de minéraux stratégiques se trouvent dans la région.

Nyussi est né le 9 février 1959 et a été élevé dans le mouvement de libération national qui a gagné l'indépendance après le régime colonial Portugais.

Avant qu'il n'ait atteint ses deux ans, un incident eut lieu à Mueda le 16 juin 1960 qui fut aussi important dans la mobilisation et la politisation des mozambicains que le massacre de Sharpeville le fut pour les sud-africains trois mois plus tôt.

La police coloniale a tiré sur des manifestants non-armés ne revendiquant que de meilleures conditions de vie et de salaires dans les plantations de coton, dans ce qui fut appelé le massacre de Mueda. Jusqu'à 500 personnes sont mortes, bien que le chiffre exact fut réfuté par les autorités coloniales.

Les deux parents de Nyussi étaient des vétérans de guerre, qui commençait à l'époque où il fut emmené de l'autre côté de la rivière Ruvuma, la frontière avec la Tanzanie, à l'école primaire du

Frelimo à Tunduru juste de l'autre côté de la frontière.

La Tanzanie a fourni des abris pour les réfugiés mozambicains et une base arrière pour les guerrillas du Frelimo, y compris la formation et l'équipement ainsi que d'accueillir le Comité de Libération de l'Organisation de l'Unité Africaine (OAU).

Nyussi vient du groupe ethnique de Makonde, et l'Union Nationale Africaine de Makonde (plus tard Union Nationale Africaine du Mozambique) fut l'un des premiers mouvements formé pour exiger l'indépendance, et l'un des trois partis qui s'allièrent pour former le Frelimo en 1962.

Le Frelimo a lancé la guerre de libération à partir de Cabo Delgado le 25 septembre 1964, et l'homme crédité pour avoir tiré les premiers feux est le populaire prédécesseur de Nyussi au poste de Ministre de la Défense, Alberto Chipande, qui fut nommé par le premier Président, Samora Machel, lors de l'Indépendance en 1975 et a tenu la position jusqu'en 1986.

Le jeune Filipe Nyussi put retourner au pays durant la guerre pour commencer son éducation secondaire à l'école Frelimo de Mariri à Cabo Delgado, une zone à l'époque. Il finit plus tard à l'école secondaire Samora Machel à Beira, après l'obtention de l'Indépendance le 25 juin 1975.

Plus tard, il obtint un diplôme d'ingénierie mécanique (1990), et a rejoint les ports nationaux et la compagnie de chemin de fer CFM, promu Directeur Général de CFM Nord de 1995 à 2007, durant une période où Guebuza fut Ministre du Transport.

S'il est élu le 15 Octobre de cette année, il deviendra le premier Président originaire du nord du vaste pays qui s'étend sur 2 470 kilomètres le long de la côte sud ouest de l'Afrique entre la Tanzanie et l'Afrique du sud, quoique le Président en exercice, Guebuza, qui vient du sud, a également grandi dans le nord



Président du Mozambique, Armando Guebuza

et combattu dans la guerre de libération.

Nyussi fut nommé Ministre de la Défense par Guebuza en 2008, et élu au comité central du parti en 2012.

Le parti d'opposition Renamo, qui tient 51 sièges à l'Assemblée Nationale, a repris des attaques armées isolées sur la route principale Nord-Sud à partir d'une base sécurisée près de Gorongosa, dans la province de Sofala au centre du pays, vestige de la déstabilisation du pays dans les années 1980s par sabotage économique et physique, soutenu à l'époque par le régime apartheid d'Afrique du Sud.

Le Renamo eut une performance médiocre aux élections municipales de novembre, avec peu d'espoir d'amélioration de sa performance au niveau national.

Un autre contestant aux élections est le MDM, mené par Simango, qui s'est séparé du Renamo en 2009.

Le MDM occupe seulement huit sièges à l'Assemblée Nationale, mais a obtenu de bons résultats aux élections municipales tenues dans 54 municipalités en novembre 2013, gagnant la mairie et le conseil des villes principales (Beira, Quelimane and Nampula) et d'une petite ville, tandis que le Frelimo a remporté le reste et est confiant de sa victoire.

Le MDM, également confiant suite à l'expansion de son soutien dans les zones urbaines, a annoncé son objectif de gagner la majorité à l'Assemblée Nationale. *sardc.net*

## République Centrafricaine

## Conflit aux frontières de la SADC

par Joseph Ngwawi

**POUR LA** Majorité de la population en Afrique australe, le conflit en République Centrafricaine est une affaire distante détachée de la situation politique et économique de l'Afrique australe.

Pourtant un conflit violent et brutal est en cours dans un pays voisin de la République Démocratique du Congo (RDC), État Membre de la SADC.

Quatre personnes différentes ont occupé la présidence depuis mars 2013, actuellement en exercice l'ancien Maire de Bangui et désormais Président intérimaire, Catherine Samba-Panza.

La capitale, Bangui, est dans la zone frontière, d'où des débordements inévitables au nord de la RDC avec un potentiel d'escalade, bien qu'une grande partie des violences aient lieu en zones rurales dans le nord du pays à la frontière du Tchad.

La phase actuelle de violence en République Centrafricaine (CAR) a commencé en janvier passé. Près de un million des 4,8 millions de la population a depuis fuit habitations, et entre 80 000 et 100 000 réfugiés ont désormais fui dans les pays voisins, y compris la RDC.

Il existe plusieurs dimensions au conflit, y compris entre les milices ethniques et religieuses. Elles sont profondément liées à l'histoire coloniale du pays, notamment l'ancien pouvoir colonial, la France, une situation similaire aux anciennes colonies françaises du nord, Tchad et Mali.

Riche en diamants, bois, or, uranium et pétrole, la CAR a été affectée par cinq coups d'état et de nombreuses rébellions depuis l'indépendance d'avec la France en 1960 pendant que plusieurs groupes se battent pour le contrôle des ressources.

Bien que riche en minerais, le pays est parmi les plus pauvres au monde. Cela, parallèlement

au débordement des conflits de la République Démocratique du Congo (RDC) voisine, du Soudan et du Tchad, a détruit l'état de droit, laissant le gouvernement intérimaire avec la tâche formidable d'essayer de restaurer l'ordre.

L'ONU a lancé un avertissement sur le risque de génocide, faisant le parallèle avec son échec à mettre fin au génocide du Rwanda, 20 ans auparavant.

L'année dernière, le Secrétaire Général Adjoint de l'ONU, Jan Eliasson, a averti que la situation pouvait dégénérer dans un "chaos complet", et a exhorté à l'action urgente. "Un pays au coeur de l'Afrique sombre dans le chaos complet devant nos yeux."

Il y a 6 000 gardiens de la paix de l'Union Africaine la République Centrafricaine, opérant dans le cadre de la Mission Africaine de Soutien International en RCA (MISCA), et le 10 avril, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a voté à l'unanimité pour autoriser une force de maintien de la paix comptant 12 000 soldats.

Les forces de maintien de la paix de l'UA déjà en place opèreront dans le cadre de la Mission ONU Multidimensionnelle de Stabilisation Intégrée en RCA (MINUSCA) qui sera lancée le 15 septembre pour une période initiale jusqu'au 30 avril 2015.

La mission fournira protection civile, soutien au désarmement et prestation d'assistance humanitaire. Cependant, il reste à savoir d'où proviendront les 4 000 soldats et 1 800 officiers de police ainsi que le financement de plusieurs millions de dollars.

L'Union Européenne a annoncé qu'elle enverrait un contingent UE de 1 000 hommes à la fin du mois d'avril afin de soutenir les 2000 soldats français déjà sur le terrain.

Malgré l'apparent isolement des problèmes de la RCA, le conflit devrait être pris au

sérieux pour la région de la SADC.

Les pays enclavés partagent 1 577 kms de frontières avec la RDC, en faisant potentiellement un nouveau front pour les insurgés se battant contre le gouvernement du Président Joseph Kabila à l'est du pays.

Selon Nanjala Nyabola, un analyste politique basé à l'École de Droit de Harvard, la RCA fait partie d'un système de conflit qui implique le Soudan du Sud, le Soudan, le nord de l'Ouganda, le nord-est de la RDC, et le Tchad, avec la participation tacite des pays voisins, le Rwanda et le Cameroun.

Les États Unis ont envoyé 100 forces spéciales, dont le nombre a récemment été augmenté, afin d'opérer dans cette zone géographique, ostensiblement pour traquer un groupe de rebelles Ougandais.

"Dans la RCA, bien que géographiquement, la guerre en cours sévit dans une entité politique indépendante séparée, elle fait aussi partie d'un système plus vaste de violence qui connecte les conflits continus ou apparemment résolus dans la région," écrit Nyabola dans le Southern Times Namibien.

La violence ininterrompue en RCA devrait donc être analysée du fait qu'elle pourrait empirer les problèmes politiques en RDC.

Depuis la mi-2013, des dizaines de milliers de réfugiés ont cherché refuge en RDC,

traversant la frontière dans la région de la Province Équateur, et dans la région du Bas Uele de la Province Orientale de la RDC.

L'influx de réfugiés va probablement aggraver les problèmes de sécurité en RDC, en lutte contre les insurgés qui lancent des attaques à partir du Rwanda et de l'Ouganda voisin.

Les insurgés ont lancé une rébellion contre le gouvernement de la RDC en avril 2012 et ont menacé de marcher sur Kinshasa, la capitale du vaste pays riche en minerais qui est un important participant dans la politique et l'économie régionales, et le foyer de l'un des plus gros gisements de diamants, cuivre et cobalt.

Une recrudescence de la guerre civile de la RDC auraient des effets dévastateurs sur la SADC, dont le programme d'intégration repose sur la stabilité, la paix et la sécurité dans les 15 membres de la région.

La RDC a également une vaste capacité agricole inexploitée et pourrait être le grenier alimentaire de l'Afrique, si les efforts de paix actuels portent fruit.

Chevauchant l'équateur et couvrant deux zones tropicales, son climat favorise la culture d'un large éventail de cultures tropicales et subtropicales. Plus de la moitié des terres de la RDC sont arables et adéquates pour l'agriculture mais seule une fraction est actuellement utilisée. r





## ODMs

### Compte à rebours pour 2015

L'AFRIQUE AUSTRALE a fait des progrès réguliers vers l'atteinte des Objectifs de Développement du Millénaire (ODMs) d'ici 2015.

Cependant, beaucoup reste à faire pour maintenir ce momentum au delà du calendrier ODM afin de garantir que les conditions générales socio-économiques continuent de s'améliorer.

Un total de huit objectifs, allant de l'éducation, la santé, la pauvreté et l'environnement furent approuvés par la communauté globale au cours de l'année 2000 avec des objectifs souhaitables et des indicateurs mesurables.

Les objectifs visent à améliorer le développement socio-économique dans le monde, en particulier dans les pays en voie de développement.

“Les progrès substantiels de l'Afrique vers de nombreux buts, objectifs et indicateurs ne font pas de doute,” selon un rapport ODM 2013. (Voir Tableau)

La région SADC est en tête dans des domaines tels que le développement et la santé sexospécifique. Par exemple, des 11 pays les plus performants dans l'accomplissement de l'Objectif 3 sur la promotion de l'égalité des sexes et la responsabilisation des femmes, six sont en Afrique australe. Il s'agit de l'Angola, du Botswana, de l'Île Maurice, du Mozambique, Les Seychelles et l'Afrique du Sud.

Selon le Suivi SADC 2013 sur la Parité des Sexes, tous ces pays excepté le Botswana ont atteint plus de 30 pourcent de représentation des genres au parlement.

La parité des sexes est fermement enracinée dans le programme d'intégration régionale de la SADC et les États Membres soutiennent le principe fondamental que les femmes et les hommes doivent être équitablement engagés dans les prises de décision à tous les niveaux et dans toutes les positions de direction.

Ceci est reflété dans les Protocoles SADC sur la Parité des

Sexes et le Développement qui demande 50:50 de représentation d'ici 2015, et dans les constitutions de la plupart des pays de la SADC qui fournissent des structures juridiques contre la discrimination sexospécifique.

En ce qui concerne l'Objectif 6 sur la lutte contre le VIH et SIDA,

la tuberculose, le paludisme et d'autres maladies, cinq des 15 pays les plus performants sont dans la région SADC, notamment le Botswana, la Namibie, l'Île Maurice, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe.

La performance vers l'atteinte des autres objectifs a

été mitigée en raison de plusieurs obstacles qui ont affecté le processus d'exécution des ODMs.

Cependant il est encore nécessaire de définir des mesures concrètes visant à accélérer l'exécution de certains des objectifs prévus. r

### Vers l'agenda post-2015

LES CONSULTATIONS sur le programme de développement post-2015 se sont accélérées alors que la communauté globale vise à développer une position consensus sur un nouveau programme dans le but de remplacer les Objectifs de Développement du Millénaire après l'année prochaine.

Dans le cadre du processus de consultation, les Nations Unies ont distribué des questionnaires aux pays sélectionnés sur les problématiques à inclure dans le programme.

Des 68 pays sélectionnées, trois sont dans la région SADC: le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe.

Les trois pays SADC ont identifié plusieurs domaines prioritaires qui doivent être traités par les Objectifs de Développement Durable (ODDs) proposés afin de contribuer à l'accomplissement de développement durable.

Parmi les priorités figurent la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire, le développement de l'infrastructure, le renforcement de capacité, le transfert et la mitigation du changement climatique.

À savoir si les ODDs devraient être communs à tous les pays, définis par chaque pays, ou communs à tous

avec des variations selon les caractéristiques d'un pays et le niveau de développement, les trois pays ont fourni des réponses similaires.

Ils ont stipulé que les objectifs devraient être communs mais différenciés selon les caractéristiques d'un pays et le niveau de développement car les priorités de chaque pays varient.

“La plupart des pays ont des cultures, des économies et des politiques différentes, ainsi il est important de leurs accorder des objectifs différents au lieu d'en attribuer qui soient déjà prescrits,” indique une partie de la réponse donnée par le Botswana. r

### Aperçu de la Performance des Objectifs de Développement du Millénaire pour l'Afrique en 2013

Objectif	Statut	Pays les plus performants, selection d'objectifs et indicateurs
Objectif 1 Éradiquer extrême pauvreté et la famine	En retard	Objectif 1A Égypte, Gabon, Guinée, Maroc, Tunisie Objectif 1B Burkina Faso, Éthiopie, Togo, Zimbabwe Objectif 1C Algérie, Bénin, Égypte, Ghana, Guinée Bissau, Mali, Afrique du sud, Tunisie
Objectif 2 Atteindre l'objectif d'éducation primaire universelle	En cours	Indicateur 2.1 Algérie, Égypte, Rwanda, São Tomé et Príncipe Indicateur 2.2 Ghana, Maroc, Tanzanie, Zimbabwe
Objectif 3 Promouvoir la parité des sexes et la responsabilisation des femmes	En cours	Indicateur 3.1 La Gambie, Ghana, Île Maurice, Rwanda, São Tomé et Príncipe Indicateur 3.2 Botswana, Éthiopie, Afrique du sud Indicateur 3.3 Angola, Mozambique, Rwanda, Les Seychelles, Afrique du Sud
Objectif 4 Réduire la mortalité infantile	En retard	Indicateurs 4.1 and 4.2 Égypte, Libéria, Libye, Malawi, Rwanda, Les Seychelles, Tunisie
Objectif 5 Améliorer la santé maternelle	En retard	Objectif 5A Guinée Équatoriale, Égypte, Émirats, Libye, Île Maurice, Rwanda, São Tomé et Príncipe, Tunisie Objectif 5B Égypte, Ghana, Guinée Bissau, Rwanda, Afrique du sud, Swaziland
Objectif 6 Combattre le VIH et SIDA, la Tuberculose, le paludisme et autres maladies	En cours	Objectif 6A Côte d'Ivoire, Namibie, Afrique du sud, Zimbabwe Target 6B Botswana, Comores, Namibie, Rwanda Objectif 6C Algérie, Cap Vert, Égypte, Libye, Île Maurice, São Tomé et Príncipe, Soudan, Tunisie
Objectif 7 Assurer la durabilité environnementale	En retard	Objectif 7A Égypte, Gabon, Maroc, Nigéria Objectif 7C Algérie, Botswana, Burkina Faso, Comores, Égypte, Éthiopie, Libye, Mali, Île Maurice, Namibie, Swaziland
Objectif 8 Partenariat global pour le développement	En retard	Objectif 8F Kenya, Libye, Rwanda, Les Seychelles, Soudan, Ouganda, Zambie

Nations Unies (ONU)



## Évènements Avril-Juin 2014

**L'AFRIQUE AUSTRALE**  
SADC AUJOURD'HUI Vol 16 No 3 Avril 2014

**SADC AUJOURD'HUI** est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

**Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe**  
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana  
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070  
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

**SADC AUJOURD'HUI** est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

**RÉDACTEUR**  
Munetsi Madakufamba

**COMITÉ DE RÉDACTION**  
Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu, Phyllis Johnson, Danai Majaha, Shirley Pisirai

**CONSEILLER À LA RÉDACTION**  
**TRADUCTION**  
Marie-Laure EDOM

**L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI** est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Coopérants internationaux co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2014

**SADC AUJOURD'HUI** accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

**SADC AUJOURD'HUI** est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à [www.sardc.net](http://www.sardc.net) Connaissance pour le Développement, lié à [www.sadc.int](http://www.sadc.int)

**CONCEPT & MISE EN PAGE**  
Tonely Ngwenya, Anisha Madanhi

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS P1 zimbabwe.um.dk, chronicle.co.zw, newsday.co.zw; P2 [www.sadc.cd](http://www.sadc.cd), [en.wikipedia.org](http://en.wikipedia.org), [www.saqa.org.za](http://www.saqa.org.za); P4 [businesslinktz.com](http://businesslinktz.com); P5 [www.panoramio.com](http://www.panoramio.com); P6 [www.pennenergy.com](http://www.pennenergy.com), [newsday.co.zw](http://newsday.co.zw), [wordpress.com](http://wordpress.com); P8 Vitorino Mondlane INGC, [voazim.com](http://voazim.com), [herald.co.zw](http://herald.co.zw), [wordpress.com](http://wordpress.com); P9 [www.unisd.org](http://www.unisd.org), [barotseland.com](http://barotseland.com); P10 [mauritius-news.lexpressproperty.com](http://mauritius-news.lexpressproperty.com), [www.wordpress.com](http://www.wordpress.com), [bioenergyconsult.com](http://bioenergyconsult.com), [www.chronicle.co.zw](http://www.chronicle.co.zw); P11 [citizensplatform.net](http://citizensplatform.net); P12 [wordpress.com](http://wordpress.com), [africatravelresource.com](http://africatravelresource.com), [macua.com](http://macua.com), [herald.co.zw](http://herald.co.zw), Angop; P13 AFP; P14 [www.worldvision.com.au](http://www.worldvision.com.au), [wordpress.com](http://wordpress.com), [worldreview.info](http://worldreview.info), [www.aurecon.com](http://www.aurecon.com); P16 P Johnson SARDC

**Abonnez-vous aujourd'hui**  
**SADC AUJOURD'HUI** est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

**Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)**  
15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe  
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271  
Adel: [sadctoday@sardc.net](mailto:sadctoday@sardc.net)  
[www.sardc.net](http://www.sardc.net)  
Connaissance pour le Développement

**SARDC**  
Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe

Avril 8-9,  
Afrique du Sud

**Groupe de Travail du SAPP sur l'Énergie Renouvelable**  
Le Groupe de Travail du Pool d'Énergie de l'Afrique Australe sur l'énergie renouvelable se réunit régulièrement afin de développer des stratégies visant à intensifier l'utilisation de l'énergie renouvelable dans la région SADC ainsi que d'aider à évaluer l'impact des technologies d'énergie renouvelable sur le réseau du SAPP.

À confirmer,  
Botswana

**Forum SADC sur la Migration vers la Radiodiffusion Numérique**

Le forum rassemblera des radiodiffuseurs et des gouvernements de la région SADC afin de discuter des activités visant à garantir que tous les états membres soient prêts pour la transition de diffusion numérique prévue pour juin 2015.

28 avril-2 mai,  
Éthiopie

**Réunion Jointe de l'UA des Ministres de l'Agriculture, de l'Élevage, des Pêcheries, de l'Aquaculture et du Développement Rural**

Suite à la déclaration de 2014 comme Année de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire pour l'Afrique, les ministres se réuniront pour délibérer sur les moyens de relancer la production agricole et la sécurité alimentaire ainsi que d'améliorer les conditions de vie de la population résidant en zones rurales.

29-30 avril,  
Zambie

**1er Sommet Africain sur l'Intégrité Hydrologique**

Marquant la conclusion d'un programme de formation de trois ans sur l'intégrité régionale en Afrique Sub-Saharienne, le sommet vise à encourager les experts africains et les politiciens à améliorer la disponibilité des eaux et à réduire les conflits sur les matières premières.

7 mai,  
Afrique du Sud

**Élections Générales**

Plus de 25 millions de sud-africains voteront pour choisir les membres de l'Assemblée Nationale, qui élira ensuite le Président. Ce sont les cinquièmes élections générales en Afrique du Sud depuis qu'il fut permis à la majorité noire de voter après la fin de l'apartheid en 1994.

20 mai, Malawi

**Élections Tripartites**

Alors que le Malawi se prépare à marquer 50 ans d'indépendance le 6 juillet de cette année, quelques 7,5 millions de personnes sont éligibles pour élire le 20 mai, leur Président, les Membres du Parlement et le gouvernement local.

5 juin, Global

**Journée Mondiale de l'Environnement**

La Journée Mondiale de l'Environnement est célébrée afin de sensibiliser sur les changements environnementaux. Pour soutenir la désignation de 2014 comme Année Internationale des Petits États Insulaires en Voie de Développement (SIDS) par les Nations Unies, les célébrations de cette année porteront sur les SIDS dans le contexte plus large de changement climatique. L'objectif est d'aider à contribuer au momentum vers la Troisième Conférence Internationale sur les SIDS en septembre.

# 20 Ans

## Premières élections démocratiques de l'Afrique du Sud

AVRIL 2014 marque 20 années depuis que l'Afrique du Sud a tenu ses premières élections démocratiques. A la suite de négociations tendues et d'années de lutte pour la libération, les premières élections démocratiques furent tenues en Afrique du Sud le 27 avril 1994.

Pour la première fois toutes les races du pays ont voté pour un gouvernement de leur choix. Un total de 19 partis politiques ont participé aux élections au cours desquelles plus de 20 millions de personnes ont voté.

Le Congrès National Africain (ANC) a connu une victoire éclatante, remportant 62 pourcent des votes, juste un peu moins des deux-tiers de la majorité requise pour amender la Constitution Provisoire.

Conformément au document, l'ANC forma un Gouvernement d'Unité Nationale avec le Parti National et le Parti Inkatha, les deux autres parties qui ont gagné plus de vingt sièges à l'Assemblée Nationale.

Les 400 membres de l'Assemblée Nationale furent choisis à partir des listes de parti proportionnellement à la part de chaque parti au vote national.

La première action de la nouvelle Assemblée Nationale fut d'élire Nelson Mandela comme président, faisant de lui le premier président de race noire du pays.

Mandela fut assermenté en tant que président le 10 mai, avec FW de Klerk et Thabo Mbeki de l'ANC comme vice-présidents.

Les élections furent menées sous la direction de la Commission Électorale Indépendante (IEC), et marqua la fin de quatre ans de processus de négociation qui mirent fin à l'Apartheid.

Le 2 février 1990, Président FW de Klerk avait à l'époque levé les restrictions sur 33 groupes d'opposition, y compris l'ANC, le Congrès Pan Africain et le Parti Communiste, lors de l'ouverture du Parlement.

Ce fut suivi par la libération de Mandela le 11 février de la même année et le démantèlement fragmenté de la législation restrictive.

Les groupes politiques ont commencé à négocier la fin de l'autorité de la minorité blanche, et au début de 1992, l'électorat blanc a entériné la position de de Klerk sur ces négociations par le biais d'un referendum.

Un accord fut atteint en 1993 pour un Gouvernement d'Unité Nationale qui permettrait un partenariat de l'ancien et du nouveau régime.

L'optimisme généré par les négociations fut brisé par l'assassinat de Chris Hani, le secrétaire général du Parti Communiste. Seule une interjection rapide à la nation par Mandela a évité une réaction massive.

Une constitution provisoire fut convenue par les 21 partis politiques à la fin de 1993. La date du 27 avril est désormais un jour férié en Afrique du Sud et est connue sous l'appellation Journée de la Liberté. r



### Mugabe: à propos de l'essence de l'indépendance

“CELA EST pour moi l'essence humaine qui doit former le noyau de notre changement politique et de notre indépendance nationale. Dorénavant, vous et moi devons nous efforcer de nous adapter, intellectuellement et spirituellement, à la réalité de notre changement politique et d'établir des relations avec l'un l'autre en tant que frères qui se lient l'un à l'autre par un lien de camaraderie nationale. Si par le passé, je me suis battu en tant qu'ennemi, aujourd'hui vous êtes devenu un ami et un allié avec le même intérêt national, loyauté, droits et responsabilités que moi-même. Si hier vous me haïssiez, aujourd'hui vous ne pouvez pas nier l'amour qui vous lie à moi et moi à vous. Ce n'est pas une extravagance, donc, que dans ces circonstances quiconque chercherait à raviver les blessures et les griefs du passé? Les torts du passé doivent être pardonnés et oubliés.” – Président Robert Mugabe dans un discours prononcé le 4 mars 1980 après les élections victorieuses menant à l'indépendance le 18 avril 1980.

### JOUR FÉRIÉ DANS LA SADC

Avril-Juin 2014

4 avril	Journée de la Paix et de la Réconciliation	Angola
7 avril	Journée Sheikh Abeid Karume	Tanzanie
	Journée de la Femme	Mozambique
8 avril	Jour Férié	Mozambique
18 avril	Journée de l'Indépendance	Zimbabwe
	Vendredi Saint	Tous les pays excepté la RDC
19 avril	Pâques/Samedi Saint	Seychelles, Zambie
19 avril	Anniversaire du Roi	Swaziland
21 avril	Lundi de Pâques	Tous les pays excepté la RDC
25 avril	Journée du Drapeau National	Swaziland
26 avril	Journée de l'Union	Tanzanie
27 avril	Journée de la Liberté	Afrique du Sud
28 avril	Jour Férié	Afrique du Sud
30 avril	Journée de la Jeunesse	RDC
1 mai	Journée des Ouvriers	RDC, Lesotho, Zambie, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Tanzanie, Zimbabwe
	Journée du Travail	Angola, Botswana, Malawi, Madagascar, Île Maurice, Les Seychelles, Swaziland
4 mai	Journée Cassinga	Namibie
5 mai	Jour Férié	Namibie
7 mai	Jour Férié (Élections Nationales)	Afrique du Sud
14 mai	Journée Kamuzu Day	Malawi
17 mai	Journée de la Libération	RDC
20 mai	Jour Férié (Élections Nationales)	Malawi
25 mai	Journée de l'Afrique	Angola, Lesotho, Namibie, Zimbabwe
	Journée de la Libéralisation de l'Afrique	Zambie
29 mai	Journée de l'Ascension	Botswana, Lesotho, Madagascar, Namibie, Swaziland
5 juin	Journée de la Libération	Les Seychelles
16 juin	Journée de la Jeunesse	Afrique du Sud
18 juin	Journée Nationale	Les Seychelles
19 juin	Corpus Christi	Les Seychelles
25 juin	Journée de l'Indépendance	Mozambique
26 juin	Journée de l'Indépendance	Madagascar
29 juin	Journée de l'Indépendance	Les Seychelles
30 juin	Jour Férié	Les Seychelles
	Journée de l'Indépendance	RDC